

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 15/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTAL Raffinage France

Raffinerie TOTAL La MEDE
BP 90020
13220 La Mede

Références : JC/JPP-D-1177-MRT-2024
SPR/1111/2024
Code AIOT : 0006400941

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2024 dans l'établissement TOTAL Raffinage France implanté Lavera 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite portait sur le Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PMII) pour les thématiques : organisation, planification, mise en oeuvre et suivi.

Dans le cadre d'un changement de portefeuille, cette visite avait également pour objectif que le site soit présenter au nouvel inspecteur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL Raffinage France
- Lavera 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006400941
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt de Lavera est constitué de 12 bacs stockant des produits liés à l'activité de la bioraffinerie de La Mède. Le site réalise du stockage de produits issus ou à destination de la bioraffinerie ainsi que des opérations de chargement/déchargement.

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les cuvettes de rétention font l'objet d'un suivi dans le cadre des suites liées à une précédente inspection pour les caractéristiques dimensionnelles et physiques, la présente inspection ne s'est donc pas attachée à cet aspect. Cependant la visite terrain a permis de noter que l'entretien courant des cuvettes n'était pas optimal.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'inspection (bac)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan d'inspection (Genie Civil)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
3	Suivi Bacs – Dossier	Arrêté Préfectoral du 03/10/2010, article 28	Sans objet
4	Visites de routine (Bacs)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2	Sans objet
5	Inspections externes détaillées (Bacs)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-3	Sans objet
6	Qualifications	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un plan de suivi de ses installations, les différents niveaux de visite sont mis en œuvre en situation nominale et les outils de pilotage permettent de suivre le traitement des interventions.

Le plan de suivi est établi par le service inspection, ce dernier n'appelle pas en lui-même d'observation de la part de l'Inspection. Cependant une plus grande vigilance doit être accordée au suivi des différentes cadences de visites lors d'un report de l'une d'elle.

L'ensemble des visites annuelles, bien que toutes réalisées, n'est pas intégré dans cet outil de pilotage en l'absence d'avis (demande d'intervention) sur l'équipement en question.

L'ensemble des démarches de contrôle entreprises est archivé soit au service exploitation soit au service inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'inspection (bac)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Risques accidentels, PMII – Planification
Prescription contrôlée : Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. Ce plan comprend : - des visites de routine ; - des inspections externes détaillées ; - des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.
Constats : L'exploitant dispose de plans d'inspection pour ses bacs. Ce dernier a présenté en séance son organisation : <ul style="list-style-type: none">• les visites de routine annuelles sont faites par les opérateurs (partie exploitation)• les inspections externes et hors exploitation sont assurées par le SIR. Le SIR s'appuie sur une base de gestion (CREDO) pour réaliser le suivi du patrimoine, cette base comporte les données techniques des bacs et l'ensemble des échéances ainsi qu'une partie vie de l'ouvrage. Par échantillonnage il est demandé à voir les onglets correspondant aux bacs A102 A105 et B101. Le suivi par la base de gestion ne comporte pas nécessairement l'intégralité des visites annuelles mais ces dernières sont effectivement réalisées et suivies par le service exploitation qui dispose d'un classeur d'archivage. L'Inspection demande alors comment sont valorisées ces visites par le SIR. L'exploitant précise que le cas échéant le constat est transformé en avis, qui est lui systématiquement intégré dans CREDO ; si l'avis nécessite une intervention en grand arrêt, l'avis est mis en "état 7". L'étude des 3 bacs échantillonnés a permis de noter que les fréquences appliquées pour la réalisation des visites hors exploitation, par dérogation en référence à l'article 29-4, ont été définies conformément aux préconisations du DT94 en s'appuyant sur le cas le plus défavorable des différentes parties du bac. Le cadencement des inspections externes est en conformité avec le référentiel réglementaire et ces dernières sont effectivement mises en œuvre en fonctionnement normal. Une dérive a été observée par l'Inspection sur le bac A102 comme précisé au paragraphe suivant. L'inspection note que la visite hors exploitation du bac A102 n'est pas faite dans le délai fixé (avril 2023) sans toutefois dépasser la limite de 10 ans supplémentaires. Ce bac a fait l'objet d'une Fiche de Situation Dégradée (FSD) et d'une analyse de risque interne ayant acté un report au 31 décembre 2023 ; ces éléments sont présentés en séance. L'exploitant a alors indiqué que cette nouvelle échéance n'avait pas non plus été tenue et qu'une

nouvelle FSD était en cours de validation proposant un report au 30 septembre 2024 avec mesures complémentaires. L'inspection a demandé la transmission de cette FSD dès validation tout en rappelant qu'elle aurait dû être produite dès la fin du délai précédemment défini pour la réalisation de l'inspection hors exploitation. La FSD a été transmise postérieurement à l'inspection par mail du 16 juillet 2024 (elle est datée du 3 juillet 2024). La mesure complémentaire mise en œuvre est un contrôle accru des pertes de volumes avec une édition toutes les 6H depuis SDC pour ce bac ; l'exploitant précise, en outre, que la tournée quotidienne des cuvettes permet un contrôle visuel de l'absence de fuite, le bac A102 est vu au cours de la matinée (50% des équipements vu le matin et 50 % l'après-midi).

Ce report de l'inspection détaillée hors exploitation engendre **un non-respect de la fréquence quinquennale de réalisation des inspections externes pour ce bac**. Le report de l'inspection hors exploitation bien qu'étayé par une FSD ne justifie par l'absence de respect de réalisation d'une inspection externe tous les 5 ans (article 29-3 de l'AM du 3 octobre 2010). En l'absence d'inspection hors exploitation, une inspection externe aurait dû être réalisée en avril 2023. Elle sera donc à effectuer au plus vite pour lever la non-conformité relevée (cf demande à formuler ci-dessous).

L'Inspection demande comment est assuré le suivi des interventions à réaliser lors d'un arrêt. L'exploitant explique que c'est suivi par FAD (fiche aide à la décision), l'exemple de celle du C103 est montré en séance. Si un arbitrage est nécessaire entre différents intervenants, cela passe en CODIR et c'est co-signé par chaque service. C'est le Responsable travaux bac qui pilote la phase d'arrêt avec l'ensemble de la planification, démarrage des travaux successif. En fin de phase d'arrêt chaque partie prenante contributive de la FAD signe en indiquant que les interventions relevant de sa responsabilité ont pu être réalisées.

Si une réserve bloquante est identifiée, il y a une non remise en service (exemple de fiche montré sur A106 Travaux en juillet 2023 et remis en service 8 novembre 2023, l'observation portait sur un recalage de jaugeur en lien avec le respect de la réglementation fiscale dans le cadre du stockage pour tiers).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 1 mois, l'exploitant réalise une visite détaillée externe du bac A 102.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan d'inspection (Genie Civil)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, PMII – Planification et mise en œuvre

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage [...] A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Constats :

L'Inspection interroge l'exploitant sur sa méthodologie de suivi du génie civil.

L'exploitant indique qu'il s'appuie sur le référentiel du DT92 et présente son organisation interne :

- constats sous traités à Bureau Veritas depuis 2023 pour la totalité des visites annuelles des cuvettes

- l'interprétation, la cotation et la conclusion sont réalisées par le SIR,
- le suivi est assuré par le département QHSE avec un suivi des avis ainsi qu'un suivi du traitement des actions éventuelles.

L'Inspection se fait présenter le dossier de synthèse par ouvrage, cette disposition facilite le suivi car elle regroupe l'ensemble des informations.

L'Inspection demande à voir le dernier rapport concernant le GC du bac A105, celui-ci est présenté sans difficulté. Il est relevé que ce dernier comporte l'ensemble des items attendus.

L'exploitant indique faire un contrôle de cohérence de ses cotations par rapport au guide DT 92, ce point n'a pas été expertisé par l'Inspection lors de la présente visite. En effet, cette disposition avait fait l'objet d'observations au titre d'une précédente inspection ayant conduit à la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire dont l'échéance calendaire afférente n'est pas encore échue.

Lors de la visite terrain, l'Inspection note la présence de végétation dans certaines rétentions (A105 en particulier) ainsi que des fissures importantes sur la cuvette A102. Les caractéristiques physiques des rétentions font l'objet de demandes de justifications prescrites par l'arrêté préfectoral du 5 février 2024 et devant être transmises sous 6 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi Bacs – Dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2010, article 28

Thème(s) : Risques accidentels, PMII – suivi Documentaire

Prescription contrôlée :

Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles : - date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ; - volume du réservoir ; - matériaux de construction, y compris des fondations ; - existence d'un revêtement interne et date de dernière application ; - date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ; - liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ; - dates, types d'inspection et résultats ; - réparations éventuelles et codes utilisés. Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Pour les réservoirs qui ne disposent pas d'un tel dossier de suivi, celui-ci est à réaliser avant le 31 décembre 2011.

Constats :

L'Inspection demande à voir un dossier d'ouvrage.

Il n'existe pas un dossier unique reprenant l'intégralité des éléments listés dans la prescription cependant tous ces éléments sont centralisés au service inspection basé sur le site de La Mède. Les éléments sont disponibles au travers de deux outils :

- le dossier technique de construction (date de construction et code de construction utilisé ; volume du réservoir ; matériaux de construction, y compris des fondations ; existence d'un revêtement interne et date de dernière application ; date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée) ces dossiers sont disponibles en papier au service inspection ;
- l'outil CREDO incluant : le suivi, les inspections et contrôles, interventions planifiées et les réparations éventuelles, la vie de l'ouvrage grâce à la communication avec SAP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Visites de routine (Bacs)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi annuel
Prescription contrôlée : Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.
Constats : Ces visites sont gérées au niveau exploitation. L'exploitant présente son cadre de visite ainsi que la procédure de gestion des écarts. Il n'y a pas de formation spécifique du personnel sur cet aspect mais cela fait partie intégrante du parcours de formation et d'intégration des nouveaux venus. Il existe un Dossier Formation par agent (montré en séance, le parcours inclut : 1 semaine de formation, terrain en double (phase d'observation), puis une phase habilitation (non encore autonomie) et enfin validation sur poste. L'Inspection demande si ce parcours inclut une intervention/sensibilisation du SIR sur la thématique des visites de routines, l'exploitant indique que non car l'objectif n'est pas de faire des experts du suivi de patrimoine mais d'avoir une vision de l'état courant du patrimoine. Lors de la visite l'Inspection a souhaité comparer les relevés de la fiche visite de routine du bac A101 en date du 30 avril 2024 avec les observations in situ. L'Inspection n'a pas noté d'oubli de constat selon le cadre de visite de l'exploitant. Les deux constats (avis 14708833 et 14708824) réalisés par le service exploitation semblent cohérents mais n'ont pu être comparés avec précision le toit étant bas et non visible depuis la plateforme. Ces derniers ayant été orientés en état 7 conformément à la fiche de visite et sont donc inclus dans la planification travaux lors de la prochaine mise à disposition.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Inspections externes détaillées (Bacs)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-3
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi quinquennal
Prescription contrôlée : Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Ces inspections comprennent a minima : - une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ; - une inspection visuelle de l'assise ; - une inspection de la soudure entre la robe et le fond ; - un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ; - une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ; - l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ; - des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu. Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

Constats :

La procédure est présentée en séance.

Le cadre d'inspection est clair et détaillé. Un prestataire (MISTRAS) appuie l'exploitant sur la réalisation des constats, l'interprétation et les propositions de travaux restent à l'unique initiative de l'exploitant.

L'Inspection demande à voir des rapports de Visites Externes sur les bacs échantillonnés :

- pour le A102 la fiche de constat est présentée pour l'inspection de 2022, cela n'appelle pas d'observation de l'inspection
- pour le A 105 l'inspection s'est attachée aux prescriptions d'interventions : la visite de 2021 n'a conduit à aucune demande de travaux (année de la mise à disposition) mais il y en a eu en 2018 et les travaux ont été faits lors de la mise à disposition du bac (effective au 31 décembre 2021) : Raidisseurs sur virole 6 et 7, anti-corrosion ainsi que patch sur voile supérieur. Le bac étant en nettoyage l'Inspection a souhaité contrôler la cohérence terrain avec les interventions recensées. Cela n'a pas été possible, la teneur en COV lors de l'inspection ne permettant pas l'accès au bac.

Sur la prise en compte des conclusions des inspections externes dans les interventions, l'exploitant précise qu'il y a un interfaçage SAP-CREDO et que la clôture de l'avis sous CREDO traduit une validation des travaux par le SIR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Qualifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-6

Thème(s) : Risques accidentels, Inspecteurs

Prescription contrôlée :

Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées :- par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le préfet ou le ministre chargé du développement durable ; ou- par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé du développement durable pour toutes les activités de contrôle prévues par le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susvisé ; ou- par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé du développement durable ; ou- sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le préfet peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa.

Constats :

Les inspections sont toutes réalisées par le SIR de Total qui est reconnu par le Préfet.

Une partie des constats (inspections externes) est externalisée mais l'exploitant en porte l'unique responsabilité par rédaction des conclusions.

Les qualifications de l'exploitant n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite